

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE



ABOLIR LA POLITIQUE ATLANTIQUE

Dans quelques jours s'ouvre la Conférence de Berlin. Que peut-il en sortir ? Les participants eux-mêmes sont dans l'incertitude, et cette situation a valu au gouvernement Laniel un sursis de l'Assemblée nationale.

C'est reculer pour mieux sauter. Car si les problèmes internationaux dominent le monde en général, ils ont une incidence tout particulièrement grave sur la France. De grande puissance (la deuxième du monde pendant la plus grande partie du 19^e siècle), elle est devenue une puissance capitaliste de second ordre. Elle ne peut maintenir son empire, et dans la configuration actuelle elle a une position stratégique de premier ordre aussi longtemps que les troupes des Etats-Unis séjourneront en Europe.

Le capitalisme français se trouve ainsi dans une situation sans issue. A la veille de la deuxième guerre mondiale il s'était divisé entre ceux qui voulaient s'appuyer sur l'Allemagne nazie et ceux qui voulaient s'appuyer sur les puissances capitalistes anglo-saxonnes. Mais aujourd'hui ? La politique atlantique n'a de fervents défenseurs que dans une petite minorité de la bourgeoisie française, car cette politique, c'est une nouvelle guerre mondiale dans laquelle les chances de victoire sont moins que minimes pour le capitalisme dans le monde, et inexistantes pour le capitalisme français. Les autres, la mort dans l'âme, se font trahir.

C'est de là que proviennent essentiellement les convulsions de la politique de la bourgeoisie française — témoin les six jours de l'élection du Président de la République — et qui valent à la France et à son Parlement les qualificatifs d'« homme malade », d'« allié », et autres amabilités de la part des hommes politiques et journalistes yankees.

Dans cette situation absolument déréglée dont chacun en France est parfaitement conscient, des politiciens, bourgeois et socialistes, ignorant totalement les rapports de force actuels dans le monde, vivant sur les souvenirs d'antan, échafaudent dans l'abstrait des combinaisons dans lesquelles la France capitaliste retrouverait une grande place et jouerait un grand rôle dans la politique mondiale. Le fond consisterait à servir d'intermédiaire entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., en espérant que l'intermédiaire deviendrait l'arbitre.

Ce qui peut-être donne quelque espoir à ces politiciens qu'un jeu de bascule ou même un flirt avec l'U.R.S.S. peut donner des résultats pour le capitalisme français, c'est la politique de la direction du P.C.F. qui se déclare prête à s'entendre avec n'importe quel Français — fut-il un patron, un R.P.F. — si un accord est possible contre les accords de Bonn, contre la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, contre l'armée européenne.

La lutte contre ces objectifs de la politique atlantique est indispensable comme un des aspects de la lutte contre la préparation de la guerre impérialiste, un des aspects de la défense de l'U.R.S.S., de la Chine, des Etats anti-impérialistes, des révolutions coloniales. Il est non seulement illusoire, mais dangereux de penser que cette lutte peut triompher par une entente avec n'importe quel Français.

La politique est déterminée non par des individus en soi, mais par des classes. Le capitalisme français n'est pas neutre dans le conflit mondial qui se prépare, car dans celui-ci ce qui est en cause c'est le rétablissement du capitalisme sur le tiers du globe où il a été renversé ou son abolition sur les deux autres tiers où il continue de sévir. La « coexistence pacifique » avait déjà été la base de la politique soviétique avant 1939 ; elle s'appuyait alors sur de profondes divergences au sein du monde capitaliste ; elle n'empêcha pas l'agression de l'impérialisme allemand en 1942. A présent la politique de l'impérialisme yankee

C. HENRY.
(SUITE PAGE 3.)

L'arrestation de GINGOUIN : UNE MACHINATION ANTI-OUVRIÈRE

L'arrestation de Georges Guingoin, dirigeant du maquis de la Hte-Vienne marque un épisode des tentatives de la bourgeoisie pour porter des coups aux organisations et aux militants de la classe ouvrière. A travers Guingoin, c'est en fait toute l'action des maquisards qui est mise en procès par la bourgeoisie. La libération dans le même temps des Benoist-Méchin et consort, éclaire singulièrement ce fait. Le député socialiste Le Bail se joint aux clameurs de la réaction. Les militants de son parti ne suivront pas cette attitude de trahison. Ils érigeront de leur direction qu'elle fasse le front unique avec le parti communiste pour barrer la route aux mauvais coups que tente de perpétrer la bourgeoisie.

Robert LEBLOND.

LES VOTES COMMUNISTES POUR NAEGELEN ET LE TROQUER ont renforcé le courant d'unité de classe

UN FRONT UNIQUE DES DEUX PARTIS POUR UN GOUVERNEMENT P. C. - P. S.

suscitera la lutte d'ensemble, seule capable d'assurer le changement radical de politique

En ce début d'année, les événements de politique intérieure française ont montré un approfondissement des tendances mises en lumière par août 1953. Face aux manifestations d'impuissance accrue de la bourgeoisie, ils ont précisé et souligné les immenses possibilités de lutte du mouvement ouvrier. Ils ont montré que le front unique des deux grands partis de la classe ouvrière, le Parti communiste et le Parti socialiste, est possible et peut, en s'appuyant sur la lutte des travailleurs, ouvrir la voie au changement total de politique auquel aspirent les masses travailleuses de ce pays.

GREVES

Le nombre accru de grèves à l'échelle des entreprises ou des corporations est le symptôme visible de cette maturation. Le caractère très étendu des couches sociales qui participent à ces mouvements se confirme : des ouvriers aux paysans, aux étudiants, tous veulent que ça change. Autre symptôme : le fait que les travailleurs de toutes corporations précisent de plus en plus dans leurs discussions le principe de base de leurs revendications : retour au pouvoir d'achat de 1953 en établissant les salaires mini sur la base de ceux de 38 multipliés par l'indice d'augmentation du coût de la vie depuis cette date.

Toutes les grèves qui viennent d'avoir lieu ou sont en cours, vérifient l'aspiration à l'unité d'action et la capacité des travailleurs à réaliser cette unité d'action pour se battre.

UNION RENFORCÉE ENTRE TRAVAILLEURS COMMUNISTES ET SOCIALISTES

Enfin, l'unité d'action réalisée sur le plan syndical se double dans beaucoup de cas d'une unité d'action politique entre les sections communistes et socialistes locales ou d'entreprise. Les travailleurs en acte veulent et réalisent le front unique de leurs organisations syndicales et le front unique de leurs partis.

Le vote commun réalisé sur l'initiative du P.C.F., des deux partis sur le plan parlementaire, d'abord pour l'élection présidentielle, ensuite pour celle de Le Troquer à l'Assemblée, prend dans cette situation un relief d'autant plus grand.

Parce qu'il va dans le sens désiré par les travailleurs, ceux-ci l'ont accueilli avec satisfaction ; ces élections qui d'ordinaire ne retiennent pas beaucoup leur attention, ont de ce fait été commentées dans les milieux ouvriers avec le plus grand intérêt. Dans la presse bourgeoise, ceux qui, depuis le printemps dernier, ont décelé dans la situation le tournant à gauche qui avait commencé à s'exprimer aux élections et dans les mouvements de grève et s'est confirmé de manière éclatante en août, ont apprécié l'importance de ce front unique parlementaire. Le Monde du 14 janvier titrait : « L'élection de M. Le Troquer est un acte politique important » et il montrait le fait fondamental suivant : si ce front unique a pu se réaliser au Parlement, si les socialistes ont dû accepter l'élection de leur candidat grâce aux voix communistes, c'est parce que pèse sur le Parlement la pression de la situation de fait dans le pays où cette unité d'action marque tous les mouvements et déborde le cadre revendicatif. « Dans les cours d'usine ou autour des barricades dressées ou ne parlait pas seulement des salaires et des prix mais de l'Indochine et de la C.E.D. ».

LE MYTHE DES « BONS FRANÇAIS »

Les dirigeants du P.C.F. qui expliquent leur juste attitude dans le vote pour Le Troquer par leur volonté de « mettre tout en œuvre afin de réaliser l'union des Français et des Françaises qui veulent sauver l'indépendance de la Patrie et empêcher la création d'une nouvelle Wehrmacht revancharde sous le couvert de l'armée européenne », montrent que leur but essentiel n'est pas à l'heure actuelle de réaliser le front unique de la classe ouvrière pour imposer au travers de sa lutte le renversement du pouvoir décrépît de la bourgeoisie. Ils veulent, au travers de ce front unique, faire une pression suffisante sur cette dernière pour

l'amener en partie à accepter un changement de politique intérieure et extérieure. Le caractère néfaste de cette orientation a été maintes fois démontré dans ce pays (1944-45 est encore tout frais à la mémoire des travailleurs). L'attitude des partis bourgeois (R.P.F. et autres) plusieurs fois déplorée par l'Humanité — qui reproche aux adversaires bourgeois de la C.E.D. de s'entendre, par solidarité de classe, avec ses défenseurs — vient de plus souligner combien cette orientation correspond peu aux réalités de classe de ce pays : devant la poussée de plus en plus grande des travailleurs et des classes moyennes, les bourgeois et leurs représentants, si divisés soient-ils sur tel ou tel point de politique extérieure, se regroupent pour défendre leurs privilèges de classe : « Plutôt Hitler que le Front Populaire », c'est encore maintenant leur principe. De plus, l'accentuation de la tension internationale entre l'impérialisme et la révolution sous toutes ses formes et ses répercussions en France, rendent impossible la réédiction d'alliances même limitées avec la bourgeoisie comme ce fut le cas pour le parti radical dans le Front Populaire de 1936.

FRONT UNIQUE CONTRE LA REACTION

Mais les desseins des dirigeants du P.C.F. et du P.S. sont une chose, les développements de la situation sur la

base du nouveau rapport des forces précisé par août 1953 sont autre chose, autre chose la volonté des travailleurs.

Pour ces derniers, le front unique des partis de la classe ouvrière est une arme pour imposer dans ce pays, avec une amélioration des conditions de vie, une politique qui soit celle de leurs intérêts et soit appliquée par un gouvernement à eux. Pour cela le but qu'ils assignent au front unique de leurs partis c'est la lutte contre ceux qui, pour ou contre la C.E.D., représentent aujourd'hui des intérêts contraires aux leurs.

Les militants de la classe ouvrière, ceux du P.C.F. en particulier, expriment souvent cette position de classe. Diffusant à l'usine Renault un tract illustrant la position prise par le groupe communiste pour l'élection de Le Troquer, la section Renault du Parti communiste français titre :

« Après l'élection de Le Troquer, développons le Front Unique des travailleurs communistes et socialistes contre la réaction. »

C'est là une traduction de la volonté des travailleurs dont la direction du P.C.F. ferait bien de tenir compte.

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

Donner au front unique communiste-socialiste un objectif de classe : — Le renversement du gouvernement bourgeois et la formation d'un

Une seule solution de paix :

EVACUER L'INDOCHINE

Voici venue encore la saison des désastres militaires du corps expéditionnaire français. On a feint de s'apercevoir soudainement que l'Indochine était coupée en deux et les paris sont ouverts pour savoir où sera asséné le prochain coup de boutoir du Viet-Minh. Il est établi officiellement que le Viet-Minh peut frapper à tout instant et à n'importe quel endroit sans que les troupes françaises soient en état d'y faire face. Il n'y a pas de meilleur aveu d'impuissance.

Le ballon d'essai sur l'envoi de divisions américaines au Vietnam n'était pas une boutade. Point n'est besoin de nouvelles démonstrations et de nouveaux désastres pour prouver que les forces françaises ne pourront jamais remporter une décision militaire. Elles peuvent tout au plus et au prix d'un soutien matériel américain croissant, maintenir une série de bases militaires précaires en vue d'un conflit ultérieur d'importance mondiale. Elles peuvent faire durer la guerre d'Indochine sans aucun espoir de la gagner jamais.

Mais ce n'est certes pas pour les engager dans le guépier du Viet-Nam que le Pentagone s'est décidé à retirer deux divisions de ses boys de la Corée. Ce n'est pas à l'instant où la stratégie périphérique s'épanouit au grand jour que Washington enverra ses précieuses divisions se compromettre en Indochine. Si tant est que Bidault et ses compères ont nourri quelque espoir de ce côté, il leur faut

dra déchanter. Ils ne s'en tireront pas à si bon compte, de cette guerre pourrie !

Ce ne sont pas que les communiqués et nouvelles en provenance des états-majors d'opération qui sont truqués et factices. Il n'y a de non truqué dans cette guerre que le sang répandu par les combattants du rang et les profits fabuleux qu'en tirent une poignée de grosses affaires au premier rang desquelles se place — à tout seigneur tout honneur — la sérénissime Banque d'Indochine.

Tout est tellement limpide, trop limpide au fond du problème. La ligne des revers continus du corps expéditionnaire n'a pas d'autre source que l'impopularité foncière, l'absurdité d'une guerre qui se heurte à l'aspiration invincible de tout un peuple à se libérer définitivement du joug de l'impérialisme étranger. La fleur des généraux français se fait tourner en dérision parce que la science des écoles de guerre chevronnées se trouve toujours prise au dépourvu devant la révolution qui, à défaut de toute la lourde panoplie des armées modernes, dispose d'une variété illimitée de moyens terriblement efficaces propres à pourrir les dispositifs les mieux échafaudés. Que peut peser une troupe de mercenaires dont la solde (des sous-officiers à 100.000 fr. par mois) et l'avancement accéléré sont le principal attrait, face à l'énergie indomptable, au dynamisme brûlant d'une armée révolutionnaire com-

battant pour l'émancipation de tout un peuple ?

C'est également parce que les données sont trop limpides que les recherches d'une solution politique sont dans l'impasse. Les impérialistes ne peuvent s'incliner devant l'évidence du fait : à l'exception d'une poignée de corrompus et de « collaborateurs » vomis, tout le peuple vietnamien se trouve dressé autour du Viet-Minh. C'est ce rapport de forces écrasant qui anéantit les solutions d'« attrape-nigaud » et de cotes mal taillées. La situation est simple et claire : le corps expéditionnaire doit se rembarquer ; il n'y a pas à sortir de là.

Le courant en faveur des négociations avec Ho-Chi-Minh a pris une telle ampleur en France que le gouvernement le plus réactionnaire de la IV^e République lui-même a dû reprendre à son compte la formule. Que cet empressement soudain à mettre en avant l'idée des négociations cache des visées plus ou moins inavouables, cela va sans dire. En gros, on se berce au Quai d'Orsay d'espoirs de marchandage avec Moscou et Pékin en vue du lâchage du Viet-Nam gouvernant l'admission de la Chine à l'O.N.U. par exemple, voire d'importantes concessions sur l'Allemagne. Comme ce n'est pas Paris qui fait la pluie et le beau temps en ce monde où le soleil se lève outre-Atlantique, ces plans sont assez fragiles pour l'instant. Il n'en convient pas moins de demeurer vigilants et de dénoncer les plans réactionnaires. Il importe surtout d'exiger des partis ouvriers qu'ils ne se prêtent pas aux trafics frauduleux que l'on veut faire passer sous le couvert des négociations.

Là, encore une fois, la question est simple et limpide : la guerre du Viet-Nam n'est pas une machination montée savamment à Moscou ou à Pékin, les faits reconnus par tout le monde sont là pour l'attester. Le Viet-Nam s'est voulu libre au sortir de la seconde guerre mondiale et l'impérialisme français a choisi d'imposer son maintien par les armes. C'est le sur-saut du peuple vietnamien tout entier face à l'agression des troupes françaises qui est à la base du présent conflit et rien d'autre. L'aide matérielle même dont le Viet-Minh a pu bénéficier de la part de l'U.R.S.S. ou de la Chine avec d'énormes retards est insignifiante par comparaison aux milliards de francs, aux armes lourdes et aux porte-avions fournis à la France par les Etats-Unis qui supportent à l'heure actuelle 60 % du budget de la sale guerre.

On n'en sortira pas autrement qu'en négociant avec Ho-Chi-Minh en vue d'évacuer l'Indochine. Avant tout le Viet-Nam doit être maître de disposer de son propre sort !

Arrachons 10 militants à la répression franquiste

Dans quelques jours, dix militants ouvriers espagnols, parmi lesquels G. Munis et Jaime Fernandez, vont passer devant un tribunal militaire franquiste, accusés d'avoir « envisagé la constitution d'une organisation révolutionnaire en vue de détruire l'actuel régime franquiste ».

Depuis décembre 1952, date à laquelle ces militants furent arrêtés, jugés et policiers n'ont pas chômé un seul jour, en quête d'une preuve pour donner un semblant de vraisemblance à l'inculpation. Tout ce qu'on a pu trouver — par les aveux des inculpés — c'est qu'ils voulaient former entre eux un « Cercle d'études » dont on n'a découvert aucune trace de manifestation extérieure. C'est ainsi que des peines allant de 4 à 20 ans d'emprisonnement sont demandées pour des militants ouvriers qui voulaient, paraît-il, « envisager » de se réunir au nombre imposant de 15 ou 20 pour « renverser l'actuel régime espagnol » !

Cependant, la base réelle de la répression, notamment contre G. Munis et Jaime Fernandez, se trouve ailleurs. A la vérité ils ont été arrêtés et sont menacés de périr dans les geôles franquistes en tant que militants du mouvement ouvrier toujours attachés à leur classe et ayant combattu durant toute la guerre civile espagnole au côté des masses travailleuses. Jaime Fernandez a, d'autre part, lors de son séjour en France, lutté aux côtés des résistants français contre l'occupation nazie.

Il s'agit donc d'un procès contre des militants ouvriers qui en Espagne, il y a 18 ans, puis à l'étranger, ont donné le meilleur d'eux-mêmes dans la lutte contre la réaction et le fascisme.

La Vérité des Travailleurs appelle les travailleurs de France et toutes leurs organisations à se dresser contre la répression menaçant ces militants ouvriers espagnols.

Lire dans notre prochain numéro : « PROBLEMES DU P.C.F. » « L'AFFAIRE LAMBIN »

LA IV^e INTERNATIONALE CONAMNE LES SCISSIONNISTES

Nous consacrons encore dans ce numéro une place importante à la tentative de scission faite dans la IV^e Internationale par les canonistes.

Nous publions un certain nombre de documents pour éclairer les divergences politiques qui n'ont pas été traitées dans le numéro précédent.

Nous publions aussi des extraits des déclarations de différentes sections de l'Internationale. Au moment où nous mettons sous presse nous recevons également des déclarations des sections de Bolivie, d'Argentine et du Brésil, condamnant les scissionnistes.

Un Comité contre la IV^e Internationale

Nous avons dénoncé la tentative de scission de la IV^e Internationale que constituait la création d'un « Comité de la IV^e Internationale » prétendant parler au nom de la majorité de l'Internationale.

Sur le plan organisationnel, la situation est maintenant très claire.

Les faits sont les suivants :

- la prétendue organisation trotskyste de France est un groupe qui a été unanimement exclu de la IV^e Internationale en 1952 ;
- les trotskystes anglais sont restés en majorité dans la IV^e Internationale ;
- le S.W.P. a rompu avec la IV^e Internationale après avoir exclu de ses rangs plus d'un tiers de l'organisation, notamment la plus grande partie de la base ouvrière ;
- le Comité exécutif international à sa session de décembre 1953 et toutes les sections trotskystes qui se sont prononcées à ce jour constituant la majorité de la IV^e Internationale ont condamné l'action du S.W.P. et le prétendu « comité de la IV^e Internationale ».

Les signataires de l'appel scissionniste n'ont été rejoints par aucune section. Sur le plan politique, la base principale de ce comité consiste en quelques points qualifiés par ses auteurs de « principes du trotskysme orthodoxe ». Ceux-ci comportent une répétition pédante des vérités premières du Manifeste communiste sur le capitalisme et le socialisme, plus

une prise de position sommaire sur le stalinisme « en définitive agence petite-bourgeoise de l'impérialisme », il y a là une manifestation de sectarisme qui oublie le caractère double de la bureaucratie soviétique toujours souligné par Trotsky ; luttant pour le maintien du statu quo contre les masses chaque fois qu'elles se lançaient dans la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, et contre l'impérialisme chaque fois que celui-ci s'attaquait aux fondements de la société soviétique. Oublier ce caractère double au moment où le statu quo n'est objectivement plus possible, c'est désarmer l'avant-garde révolutionnaire en face de la situation actuelle.

Ce n'est pas tout. Sur une question aussi importante que la révolution chinoise, le document est silencieux. Car si le groupe Bleibtreu voit en Mao Tsé Toung un des principaux champions du communisme antistalinien, pour Cannon la révolution chinoise est aussi dégenerée que la révolution russe.

Ce comité n'a pas une position d'ensemble à opposer à celle de la IV^e Internationale, car dans ce cas, il aurait agi normalement comme une fraction luttant pour le triomphe de ses idées. C'est un agglomérat qui esquive les problèmes les plus essentiels afin de pouvoir s'unir dans un effort de dislocation du parti mondial et de permettre à ses composants d'avoir chacun son activité ou inactivité propre.

Politique révolutionnaire ou aventurisme dans la grève d'août 1953

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA IV^e INTERNATIONALE DÉCLARE :

La direction majoritaire du S.W.P. qui, dans un autre document, ridiculise le S.I. comme atteint de « romantisme révolutionnaire » parce qu'il salue l'énorme extension du mouvement révolutionnaire des masses dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, découvre subitement, sur l'information de son ami Bleibtreu, qu'une révolution a été trahie cet été en France. Pour ne pas avoir dénoncé cette trahison, commise naturellement par les stalinistes, la direction de la IV^e Internationale à son tour a « trahi ».

En réalité la grève générale de 4 millions d'ouvriers et d'employés des services publics en France n'était ni le début d'une révolution ni même, comme le prétend la « Lettre », la grève générale la plus importante de l'histoire française. Contrairement à 1936 et à 1944, il y eut peu d'occupation d'usines, peu ou pas de revendications politiques, peu ou pas de constitution spontanée d'organes d'autodéfense des travailleurs, peu ou pas de participation du secteur décisif du prolétariat : les métaux. Ceci n'est pas étonnant. La grève générale d'août 1953 fut le premier mouvement revendicatif de grande envergure en France depuis la défaite de la grève des mineurs en 1948. La scission syndicale et l'absence d'unité d'action ouvrière, étaient considérées par tous les trotskystes français de 1948 à 1953 comme la cause essentielle du reflux ouvrier. Tous les trotskystes, y compris ceux qui,

avec Bleibtreu, allaient rompre, ont toujours considéré que la lutte pour l'unité d'action à tous les échelons représentait le principal objectif à atteindre par le mouvement ouvrier français dans cette période. C'est d'ailleurs précisément parce que la C.G.T. à direction stalinienne, laissa aux syndicats non stalinien l'initiative et la direction de la grève d'août 1953 qu'elle leur enleva tout prétexte pour ne pas appuyer ce mouvement. Cette tactique fut parfaitement correcte à l'étape initiale de la riposte ouvrière. Il était parfaitement correct qu'à cette étape, afin de ne pas gêner le front unique établi dans l'action, la C.G.T. n'évance aucune revendication politique qui aurait tout de suite risqué de briser cette unité. Nous avons critiqué le parti stalinien parce qu'il ne doubla pas cette action en faveur du front unique syndical d'une action en faveur du front unique politique avec le Parti socialiste. Nous l'avons critiqué parce qu'il ne souleva pas la question gouvernementale, parce qu'il ne se battait pas pour le gouvernement communiste-socialiste. Nous avons insisté sur le fait que seule la lutte pour un objectif gouvernemental pouvait généraliser la grève. Mais attaquer le P.C. parce qu'il « n'a pas pris le pouvoir » et ne l'a pas fait à dessein « afin de restaurer le capitalisme sur le point de s'effondrer », c'est remplacer la politique par le délire. Confondre, toujours sur la base d'informations factuelles dont le groupe

Bleibtreu semble avoir un monopole absolu, le début d'une offensive ouvrière avec sa fin, le réveil des masses avec une lutte décisive pour le pouvoir, la tâche de rétablir le front unique ouvrier avec celle d'organiser l'insurrection armée — voilà une triste preuve de désorientation politique. Voilà ce que révèle l'accusation selon laquelle la IV^e Internationale serait atteinte de « gompérisme », c'est-à-dire de l'interdiction pour les syndicats de faire de la politique.

Quant à l'accusation d'avoir « officiellement dénoncé des militants trotskystes aux stalinistes », elle est absolument incompréhensible. La section française de la IV^e Internationale a déclaré publiquement aux ouvriers de chez Renault que deux militants qui ont quitté ses rangs et qui continuent à s'attacher comme représentants de notre mouvement, n'ont pas le droit de parler au nom de la IV^e Internationale et ne suivent plus la ligne politique de l'organisation trotskyste. En quoi est-ce une « dénonciation » ? Ces militants avaient toujours agi au nom du trotskysme. La direction majoritaire du S.W.P. pense-t-elle que les stalinistes les attaqueront davantage parce que nous avons révélé qu'ils ne sont plus trotskystes ? Ou peut-être la « dénonciation » signifie-t-elle tout simplement que ces militants auront plus de difficulté à se faire accepter comme trotskystes par les ouvriers ? Mais cela était précisément le but absolument justifié du tract. Des militants qui rompent la discipline de notre mouvement, le quittent, répètent publiquement des positions politiques fausses ou fantaisistes et risquent de nous ridiculiser et de nous désorienter, ces militants-là méritent parfaitement que chaque ouvrier sache à quel point et à quel titre leur propre nom et non pas au nom de la IV^e Internationale ?

Comme tout groupe sectaire, le groupe Bleibtreu prétend diriger effectivement des grèves générales avec un nombre insignifiant de militants. Nous nous reconnaissons pleinement coupables du péché de vouloir « liquider » des vantardises ridicules de ce genre. L'expérience a montré depuis longtemps à tous les révolutionnaires sérieux que de telles tentatives infatigables d'auto-déception aboutissent en définitive à la démoralisation et à la liquidation réelle d'une organisation. L'expérience a également prouvé qu'il ne suffit guère de se proclamer « avant-garde prolétarienne » ou « nouvelle direction ouvrière » pour pouvoir en pratique jouer ce rôle. Il faut encore que les masses se convainquent par leur propre expérience que nous sommes capables d'agir comme leurs dirigeants. Le mérite de la direction actuelle de l'Internationale consiste précisément dans le fait qu'elle a cherché à établir, pour chaque pays, la tactique organisationnelle appropriée pour permettre à nos cadres de devenir de réels et non d'imaginaires dirigeants du mouvement de masse.

(Extrait d'une réponse à la « Lettre ouverte »).

A PROPOS D'UN TRACT

Nous reproduisons le tract que nous avons diffusé chez Renault à l'issue de la grève d'août, pour mettre en garde les travailleurs de cette usine contre l'escroquerie des exclus de notre Internationale, couvrant du nom de trotskysme leur aventurisme sectaire.

En fonction de la perspective politique de notre parti mondial, nous œuvrons dans ce pays pour favoriser et clarifier politiquement le courant révolutionnaire qui croît dans la classe ouvrière au fur et à mesure que s'approche l'éclatement révolutionnaire dont les grèves d'août ont été le signe avant-coureur.

Ce courant passe en France essentiellement par le canal du P.C.F. et de la C.G.T. Ces organisations se renforcent dans la classe, cependant que dans leur sein s'approfondit la discussion, et naissent en dépit et contre la politique de la direction, des idées révolutionnaires que nous devons aider à préciser, à relier aux leçons du passé et aux tâches de la révolution qui vient.

C'est là que nous avons consciemment et résolument décidé d'œuvrer, envers et contre la direction stalinienne, envers et contre aussi ceux qui désertent les rangs de notre parti mondial et de la révolution.

La politique trotskyste, pendant et après les grèves, s'est exprimée dans trois numéros de *La Vérité des Travailleurs*.

Aujourd'hui, en dépit des bluffs des sectaires stalinophobes, les piètres résultats de leurs aventures syndicales ne font que confirmer la justesse de la ligne politique et de la tactique de la section française de la IV^e Internationale.

Par leurs actes aventuristes, sans aucun rapport avec leur influence réelle parmi les travailleurs ces sectaires ont fourni à la direction stalinienne du syndicat Renault l'occasion de faire adopter contre eux par le Congrès Renault d'octobre 1953 — le plus représentatif qui ait eu lieu depuis plusieurs années — une résolution stigmatisant leur indiscipline et le manque de sérieux de leurs accusations contre la C.G.T. Et ceci, à l'unanimité moins deux voix (les leurs) et une abstention. A cette occasion la direction stalinienne n'a nullement été contrainte (comme elle l'est quand une juste politique de notre part la prive de tout argument sérieux) à utiliser l'arsenal traditionnel de ses colonnes. Non ! il lui a suffi d'énumérer quelques unes des affirmations politiques ineptes, quelques unes des irresponsabilités organisationnelles de ce groupe.

Irresponsabilité que celle qui consiste à reprocher à la direction du syndicat son manque de préparation démocratique du Congrès et en même temps omettre soimême de faire parvenir avant le Congrès aux organismes régulièrement élus au Congrès précédent le texte de critique de la ligne du syndicat qu'on veut présenter.

Irresponsabilité — qui d'ailleurs dépasse le cadre de l'usine Renault et marque de son sceau toute l'agitation syndicale désordonnée de ce groupe — que celle qui consiste, au nom d'une pseudo-tendance inter-syndicale qui a nom « l'Unité » — et ne représente que les signataires de ses tracts et de ses bulletins — à appeler, trois jours avant qu'ait lieu le Congrès du syndicat à la tenue « d'Assises de l'Unité » :

C'est au Congrès même, en tant que membre du syndicat — et non avant toute chose en tant que participant à un regroupement de fantaisie — qu'il était utile et possible, sur la base même des résolutions du Congrès de 1952, et en fonction de la grande liberté de discussion qui existait, de proposer que le congrès s'adresse aux autres organisations pour un front unique à l'entreprise et interconfédéral.

Cette attitude aventuriste ne fait d'ailleurs qu'accompagner une position politi-

que fausse que nous montrons par ailleurs. Ne pas établir de distinction dans ces événements entre l'attitude de la C.G.T. et celle des centrales qui ont trahi en concluant un pacte avec le gouvernement, est faux et, à juste titre, insupportable à entendre pour tout ouvrier sérieux.

Ne pas établir de distinction entre le rôle de la C.G.T. et celui du P.C.F. c'est égarer le militant de ce parti en lui dissimulant l'endroit essentiel où doit porter sa critique de sa propre direction au moment même où cette critique commence à se faire et cherche à se préciser : c'est faillir à la tâche du militant révolutionnaire aujourd'hui.

Tout le bluff qui accompagne cette faillite ne pourra à la longue masquer le vide de cette action désordonnée et fautive.

Voici le texte de ce tract :

Camarades,
Depuis plusieurs mois et notamment lors des mouvements de grève d'août 1953, vous avez reçu des tracts signés « les cellules Renault du P.C.I. trotskyste ». Nous devons vous signaler que le groupe qui les a émis utilise abusivement le titre de P.C.I. (IV^e Internationale), car ses membres — y compris Daniel Renard et Baratier — ont été exclus de la IV^e Internationale et de sa Section française depuis plus d'un an.

Les seuls organes paraissant en France, et défendant les idées de la IV^e Internationale, sont la revue Quatrième Internationale et le journal mensuel *La Vérité des Travailleurs*. Ce groupe a été exclu pour des raisons d'indiscipline et d'orientation qu'il a suivies, notamment au cours du dernier mouvement de grève, est opposé à celle que défend effectivement le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale).

Ce groupe qui utilise abusivement notre nom agit dans les faits en ignorant l'organisation syndicale et invite les travailleurs à passer outre à celle-ci. Contrairement aux faits, il met la C.G.T. sur le même plan que F.O. et la C.F.T.C. dont les dirigeants ont accepté de discuter en dehors de la C.G.T. et ont trahi le mouvement en pleine ascension. Les critiques qui peuvent et doivent être faites relatives à l'orientation suivie par la C.G.T., il ne les fait pas dans le cadre du syndicat C.G.T. pour que celui-ci réalise ses véritables tâches, mais il le fait d'une manière sectaire et irresponsable, de sorte que loin de contribuer à convaincre les ouvriers, il ne peut qu'ajouter aux difficultés.

Au cours de la grève du mois d'août il y avait deux points essentiels : — a) la réalisation et le développement de l'unité d'action. — De ce point de vue la C.G.T. a eu raison de ne pas introduire des mots d'ordre revendicatifs autres que ceux voulus par les travailleurs. La seule critique valable à formuler, la seule question sur laquelle il était et il est nécessaire de faire pression dans le syndicat, c'est de demander à la direction confédérale C.G.T. de faire des propositions d'unité d'action aux autres directions confédérales et de mener une campagne systématique pour que la masse des travailleurs appuie ces propositions.

— b) la signification de cette grève et ses perspectives. — Mais ce point ne concernait le syndicat que secondairement. La critique à porter sur ce point ne s'adresse pas à la C.G.T. qui est une organisation syndicale, qui doit agir comme telle, mais aux partis dont le rôle était de montrer la signification politique profonde de ce mouvement et ses conséquences. Notre Parti sur cette question a notamment critiqué l'absence de ligne du Parti communiste français, qui s'est simplement mis au niveau du mouvement syndical au lieu d'expliquer aux travailleurs que cette grève était une étape importante dans la crise de la société française, le prélude à de grandes luttes de classe, où se trouvait posé le problème du pouvoir ouvrier pour sortir le pays de la gabegie capitaliste et ouvrir la voie au socialisme. Pour cela le P.C.F. devrait proposer au P.S. non seulement une intervention commune des deux groupes parlementaires mais une campagne commune des deux partis dans tout le pays pour aboutir à un gouvernement de front unique du P.C.F. et du P.S. sur un programme de défense des intérêts des masses laborieuses. Si à ce retour de vacances il fut tellement difficile de mobiliser les travailleurs de l'industrie privée, c'est parce qu'une perspective claire surmontant les revendications de catégorie ou d'industrie faisait défaut.

Nous, P.C.I., section française de la IV^e Internationale, nous adressons aux travailleurs de chez Renault et plus particulièrement aux ouvriers communistes pour qu'ils ne confondent pas la section française de la IV^e Internationale avec une équipe qui par son attitude envers la C.G.T., et par sa prétention irresponsable d'agir en tant que direction, au lieu de convaincre les ouvriers ne peut que les désorienter. Nous nous adressons plus particulièrement aux ouvriers communistes, parce que nous savons qu'ils ont de plus en plus conscience des grandes possibilités de la situation actuelle et qu'ils cherchent le moyen de donner à la politique de leur parti une justesse et une fermeté qui lui font tellement défaut aujourd'hui. Nous leur demandons de ne pas confondre la IV^e Internationale avec l'activité intempestive d'un groupe qui a rompu avec celle-ci et est totalement désorienté sur les vrais problèmes du mouvement ouvrier et français.

Le trotskysme ce n'est pas l'agitation désordonnée ; c'est le développement conséquent, courageux de vos propres tendances à une politique et à une lutte révolutionnaires

— pour le Front Unique du P.C.F. et du P.S. ;
— pour un gouvernement de Front Unique P.C.F. et P.S. au service des travailleurs.

3 septembre 1953.

Les sections répondent :

Voici des extraits de quelques-unes des réponses et prises de position parvenues récemment au Secrétariat International.

CEYLAN

Nous avons reçu du L.S.S.P. la déclaration suivante qui a été adoptée unanimement par le C.C. de la section cinghalaise de la IV^e Internationale :

DECLARATION DU C.C. DU L.S.S.P.

Le Comité Central du Lanka Sama Samaja Party, section cinghalaise de la IV^e Internationale, déplore la publication par le Comité National du S.W.P. dans le Militant du 16 novembre 1953 d'une attaque publique contre la direction légitime élue de la IV^e Internationale. Cette action est d'autant plus déplorable que des préparatifs étaient déjà effectués pour le 4^e Congrès Mondial de la IV^e Internationale, où les divergences dans le mouvement trotskyste mondial pouvaient être résolues de la manière démocratique qui est de tradition dans notre mouvement.

Le C.C. n'a pas encore suffisamment d'informations pour prendre position sur les questions politiques litigieuses. Mais il prend position catégoriquement sur le fait que ces questions doivent être résolues conformément aux principes et aux méthodes du centralisme démocratique.

AUTRICHE

DECLARATION DE LA DIRECTION DU I.K.Oe. (Section autrichienne de la IV^e Internationale)

La direction du I.K.Oe. s'est occupée de la situation qui a été créée dans l'Internationale par les actions inqualifiables de C.B. et J.

Elle est unanimement de l'opinion que :

— des documents même présentés par la majorité du S.W.P. il n'y a aucune raison pour une scission du S.W.P. et moins encore de l'Internationale ;

— ni l'expérience historique ni l'importance des U.S.A. pour la révolution mondiale seules ne justifient que C. se considère comme le centre de l'Internationale ;

— on n'aperçoit pas une seule tentative de la part de la majorité du S.W.P. à utiliser la discussion actuelle pour le Congrès Mondial afin de présenter ses positions devant l'Internationale ;

— ce n'est pas un signe de force et de certitude mais un signe de faiblesse qu'éviter la discussion politique ouverte et de choisir à sa place l'intrigue ;

La direction du I.K.Oe. exprime sa confiance aux organismes démocratiquement élus de l'Internationale (C.E.I., S.I.). Elle appelle tous les membres de l'Internationale à ne pas se laisser égarer par les cris et l'activité de C. et B., mais à coopérer positivement à la préparation du Congrès Mondial. A la légation ce ne sont pas de simples cris et l'arrogance mais l'activité révolutionnaire consciente qui réussira.

BELGIQUE

AUX DIRIGEANTS ET MEMBRES DU S.W.P.

Camarades,
Nous avons lu avec la plus grande attention la « Lettre aux trotskystes du monde entier » publiée dans le numéro du Militant que vous nous avez envoyé.

Nous sommes extrêmement étonnés que vous ayez cru devoir attaquer publiquement la direction de notre Internationale, alors que vous avez toute possibilité d'exprimer vos divergences éventuelles dans le cadre de la discussion intérieure, préparatoire au 4^e Congrès Mondial.

Nous nous permettons de vous rappeler que la ligne politique du 3^e C.M. a été adoptée à la quasi unanimité

et a notamment été approuvée sans réserves par les observateurs du S.W.P. Vous n'avez pas non plus, à notre connaissance, contesté la légitimité du 3^e C.M. ni du Comité Exécutif International qui a été élu à ce Congrès. Nous n'avons pas non plus eu connaissance de divergences que vous auriez eues avec les résolutions du Plenum du C.E.I.

Que signifient dans ces conditions vos attaques contre une ligne politique attribuée par vous uniquement à « Pablo et ses agents » et qui n'aurait pas reçu « l'appui d'une seule organisation trotskyste » ?

Le S.I. actuel a été élu à l'unanimité lors du 3^e Congrès Mondial et les modifications ultérieures de sa composition ont été admises à l'unanimité par le C.E.I.

En réalité, le « pablisme » a été inventé pour les besoins de la cause par la fraction Bleibtreu.

Actuellement, deux ans plus tard, vous effectuez un tournant brusque et vous adoptez aujourd'hui totalement les positions politiques que vous avez combattues jusqu'à il y a quelques mois. Ceci serait encore votre droit pour autant que vous vous conformiez à la discipline internationale formée à la assemblée internationale et que vous exposiez vos divergences dans le cadre de la discipline intérieure.

Les accusations d'emploi de méthodes inspirées du Comintern par la direction de l'Internationale sont particulièrement déplacées de votre part, étant donné les méthodes de discussion que vous avez choisies, méthodes qui sont, elles, dans la plus pure tradition du stalinisme.

En réalité votre appel ne peut être interprété que comme une déclaration de guerre à l'Internationale.

Nous sommes convaincus que, en dehors de quelques individus découverts, aucune réaction de notre mouvement ne vous suivra dans cette voie.

ALLEMAGNE

DECLARATION DE LA DIRECTION DE L'ORGANISATION ALLEMANDE SUR LA LETTRE OUVERTE DU S. W. P. ET LE « COMITE DE LA IV^e INTERNATIONALE »

La direction de la section allemande de la IV^e Internationale repousse très résolument les attaques contenues dans la « Lettre ouverte » du S.W.P. au mouvement trotskyste mondial, en particulier les accusations de capitulation devant le stalinisme, attribuées par vous uniquement à nous. Tous les documents du S. I. condamnent ces accusations calomnieuses. Dans une collaboration étroite de plusieurs années, la section allemande a rassemblé de grandes expériences pour pouvoir entreprendre clairement et responsablement la défense du S.I. contre de telles attaques.

Tous les arguments présentés dans la Lettre ouverte et les matériaux étayant cette lettre sont dénués de toute objectivité et ne sont propres qu'à dissimuler les vraies causes de la rupture avec l'Internationale et le trotskysme.

C'est une attaque contre les principes du centralisme démocratique que d'écarter de la discussion, après l'ouverture de la discussion dans l'Internationale et au cours de la préparation du Congrès Mondial, par la scission des courants politiques qui se revendiquent de l'Internationale et s'engagent à appliquer les décisions.

LISEZ

IV^e INTERNATIONALE
Organe du Comité Exécutif International

LENINE LIEBKNECHT LUXEMBOURG

La tradition établie par l'Internationale communiste fut déformée par le stalinisme. Liebknecht et Luxembourg furent abandonnés ; la figure de Lénine était de plus en plus recouverte par celle de Staline.

Moins d'un an après la mort de celui-ci, la seule mémoire de Lénine commença à reprendre ses droits. C'est que grandit en U.R.S.S. la volonté des masses pour un autre régime politique, pour un « retour à Lénine ». Les bureaucrates manœuvrèrent pour éviter d'être balayés par les masses.

« Retour à Lénine » ! Ce n'est pas seulement la lutte pour le rétablissement de la démocratie soviétique en U.R.S.S. ; c'est aussi la lutte pour la victoire mondiale du socialisme, c'est la lutte intransigeante de Lénine et aussi de Liebknecht et de Luxembourg au cours de la première guerre mondiale pour l'internationalisme prolétarien. Sur tous les continents se dressent les masses exploitées contre l'impérialisme ; leur lutte fera revivre et donner un éclat plus grand que jamais à la mémoire des S.L.

Les communistes yougoslaves inquiets de la politique de leur parti

Djilas, spécialiste en « théorie » de la haute direction yougoslave, a dû interrompre une série d'articles parus dans *Borba* et vient d'être écarté de toutes ses fonctions dans son parti.

La direction yougoslave avait tenu en bloc contre l'offensive stalinienne en 1948 et pu ainsi garder le parti et les masses yougoslaves. La politique de Staline contribua certainement pour beaucoup à maintenir l'unité des communistes yougoslaves lorsque leur direction les plaça effectivement aux côtés des impérialistes. Des résistances se firent jour. Un membre du B.P. fut éliminé ; le dernier congrès du P.C.Y. fut marqué d'incidents symptômes d'un certain trouble.

Les changements survenus en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, et plus particulièrement les changements d'attitude des dirigeants de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires envers la Yougoslavie, doivent avoir accentué les tendances hostiles à la compromission avec l'impérialisme, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient pour cela pro-staliniennes.

Djilas a essayé de justifier sur le plan théorique la politique internationale poursuivie par le gouvernement yougoslave. Il le faisait dans un jargon philosophique où les fondements du marxisme étaient quelque peu foulés aux pieds. Il ne semble pas que cela ait affecté les collègues de Djilas. Mais celui-ci, partant à

bride abattue dans ses spéculations théoriques sur le dépérissement de la propriété capitaliste, le dépérissement de l'Etat, en a conclu au « dépérissement du parti » et a proposé l'abolition du parti et son remplacement par des clubs où chacun pourrait dissenter à sa guise, sans que des décisions soient prises pour l'activité de chacun dans la société, l'économie, l'Etat. Il est vraisemblable que cette proposition dépourvue de tout le fracas dans lequel Djilas l'avait présentée, a choqué de larges couches du P.C.Y., aujourd'hui dénommé Ligue des communistes yougoslaves. Ils ont dû y voir une liquidation des conquêtes de leur révolution au profit de l'Occident capitaliste. C'est d'ailleurs dans ce sens que Tito et les autres dirigeants ont dû s'exprimer pour condamner celui des leurs qui a été le plus conséquent dans leur orientation depuis 3 ans.

L'affaire Djilas est un symptôme d'autant plus important qu'il concerne le très haut sommet yougoslave d'une crise mûrissante parmi les communistes yougoslaves. Ils ont été parmi les premiers au lendemain de la guerre à se heurter au stalinisme, puis à faire des pas en avant. L'opportunisme de leur direction a arrêté leur progression. L'évolution de la situation agit sur eux comme sur tout le mouvement se revendiquant du communisme, vers la recherche d'une nouvelle politique.

L'EXECUTION DE BERIA

En mars 1953, après la mort de Staline, Beria, grand chef de la police, occupa la deuxième place dans la hiérarchie soviétique. En juillet on annonça son arrestation effectuée à la fin de juin ; en décembre son procès et son exécution, ainsi que ceux des membres d'une équipe directement liée à lui.

Les différences avec les grands procès de 1936-37 sont nombreuses. Les accusés, notamment le principal accusé, n'ont jamais été liés directement ou non à une opposition quelconque. Le procès officiellement a eu lieu à huis-clos, et personne (journaliste ou compagnon de route communiste) n'a entendu les « aveux » de ceux qui ont été exécutés. Enfin et surtout le tribunal a eu une composition tout à fait exceptionnelle : la présidence en fut confiée à un maréchal. Ainsi l'armée, cette armée qui dans les grandes purges de 1936-38 avait été décapitée, a joué manifestement un rôle de premier plan dans l'arrestation et l'exécution de Beria. On doit aussi rappeler qu'après l'arrestation de celui-ci, les hauts chefs militaires dans les grands centres ont été rassemblés et ont voté des résolutions soutenant le gouvernement — ce qui n'avait jamais eu lieu jusqu'alors en U.R.S.S.

Les accusations contre Beria ont varié. Lors de son arrestation, il était accusé de plusieurs choses : avoir voulu imposer le contrôle de la police sur les institutions soviétiques, s'être opposé aux mesures prises par la nouvelle équipe gouvernementale, puis aspirer à rétablir le capitalisme. La principale accusation devant le tribunal était un complot contre l'Etat et la liaison avec des agents et des espions impérialistes. Moins d'une quinzaine après le procès, le procureur général Rudenko, dans un article de la « Pravda », tout en qualifiant Beria d'agent des milieux impérialistes étrangers, insiste avant tout sur l'arbitraire qui sévissait dans la justice et le fait retomber entièrement sur Beria. Il promet même que désormais le ministère de l'Intérieur sera l'objet d'un « contrôle constant et systématique »...

Nous avons dit tout au cours de l'année 1953 que les dirigeants soviétiques avaient à faire face à un mécontentement général de la population, désireuse de voir améliorer ses conditions de vie, tant matérielles que politiques. Sur le plan matériel, il n'y a pas de doute que les dirigeants soviétiques font des efforts d'autant plus grands qu'ils espèrent ainsi pouvoir éviter que le mécontentement ne prenne des formes politiques. Ainsi s'expliquent tous les changements favorables aux industries légères, aux produits de consommation, les promesses relatives aux logements...

En ce qui concerne le régime politique, les choses apparaissent plus contradictoires. Ainsi il y a eu une amnistie, mais il n'est plus question de la réforme du code pénal promise à l'époque et qui devait être effectuée dans un court délai. Les médecins furent réhabilités, mais l'acte d'accusation contre Beria et les « aveux » sont tout à fait dans l'ancien style stalinien.

Rien ne serait plus simpliste que d'expliquer ce qui se passe par une lutte entre « durs » et « mous », entre ceux qui veulent purement et simplement continuer la politique de Staline et ceux qui veulent changer quelque chose. Les choses ne sont pas si simples parce que de multiples facteurs interviennent et qu'en outre les dirigeants, prisonniers du système bureaucratique, ne peuvent pas formuler, y compris pour eux-mêmes, leurs problèmes et leurs conflits en termes clairs. Ils savent la nécessité de faire des concessions aux masses, car leur objectif est d'assurer le maintien de leurs privilèges. Quelles concessions ? Sur le plan matériel, cela peut paraître assez simple, c'est une question de quantité et de vitesse. Mais sur le plan politique, les difficultés sont pour eux considérables. Il faut y ajouter le fait que de larges couches de la bureaucratie ont elles aussi des revendications politiques très contradictoires. Il n'y a pas de doute que, depuis longtemps, l'armée voulait se libérer du contrôle policier.

La pression des masses tend actuellement à exacerber les contradictions dans la bureaucratie et dans les sphères dirigeantes. Telle est l'explication fondamentale de l'affaire Beria. Le détail nous est inconnu et risque de l'être longtemps. Mais il n'y a pas de doute qu'un des éléments de cette affaire, c'est l'affai-

blissement de l'emprise du Guépéou sur l'ensemble de la société soviétique, en premier lieu sur les autres couches de la bureaucratie. Cela et cela seul peut expliquer l'intervention de l'armée, la seule force matérielle organisée en dehors de la police. Cet élément est important par les conséquences objectives qui en résultent. Les dirigeants soviétiques qui ont participé à cette opération restent prisonniers de leur système et, de ce fait, ont eu recours aux procès, aux « aveux »... Mais en même temps ils sont obligés de présenter une partie de leurs mobiles : éliminer le contrôle du Guépéou sur toutes les institutions soviétiques et au contraire placer la police dans un rôle subordonné. A noter qu'à la place de Beria il y a maintenant non un grand chef du parti, mais seulement un très haut fonctionnaire.

De tels propos, de tels actes ont leurs conséquences. Chaque policier sera plus prudent, chaque citoyen ordinaire trouvera une certaine assurance contre l'arbitraire policier. Bien sûr, celui-ci ne disparaîtra pas à la suite de déclarations d'un Rudenko ou de quelque autre dignitaire soviétique. Mais les événements qui se produisent attestent qu'il y a un nouveau rapport de force entre les masses, avant tout les masses ouvrières, et la bureaucratie et que celle-ci dans ses tentatives d'instaurer un équilibre nouveau, est obligée de recourir à des mesures dont le résultat en dernière analyse favorisera encore plus les masses pour la préparation et l'organisation de leur lutte révolutionnaire contre la bureaucratie.

P. FRANK.

Le Monde publie à présent une série d'articles du journaliste américain Shapiro sur laquelle nous reviendrons. Disons d'ores et déjà qu'ils confirment pleinement l'interprétation des développements en U.R.S.S. que nous avons donnée au cours de l'année écoulée.

NOTRE INTERNATIONALE

LA 14^e SESSION DU COMITÉ EXECUTIF INTERNATIONAL

Le 14^e Plénum du Comité exécutif de la IV^e Internationale s'est tenu en fin décembre. Bien que régulièrement convoqués, les membres qui avaient signé le document scissionniste n'y ont pas assisté.

Au premier point de l'ordre du jour figurait évidemment la situation dans l'Internationale provoquée par la tentative de scission. En dehors des signataires, celle-ci a été condamnée par toutes les sections de l'Internationale qui se sont prononcées à ce jour, c'est-à-dire par la très grande majorité de l'Internationale. En fait, les scissionnistes n'ont été rejoints par aucune section.

Le Plénum a adopté unanimement une résolution sur cette crise et une réponse à la lettre ouverte des scissionnistes. La résolution explique longuement les causes de la position prise par la majorité du S.W.P., essentiellement une perspective établie en 1946 d'une rapide montée de la révolution aux Etats-Unis. Cette perspective démentie par le développement de la situation non seulement n'a pas été rectifiée, mais reste le point de départ de la pensée de la majorité des dirigeants du S.W.P.

La résolution spécifie que des tendances de ce genre ont leur place dans ses rangs, à la seule condition de respecter la discipline et les règles de fonctionnement de l'Internationale en tant que parti mondial centralisé. Le Plénum a pris des dispositions d'organisation résultant des mesures scissionnistes. Il a pris des mesures de suspension envers les membres des directions qui mèneraient une activité en faveur de la scission des rangs de la IV^e Internationale, mais les décisions finales sont remises au 4^e Congrès Mondial.

Et, confirmant la décision prise au précédent Plénum, le C.E.I. a pris des dispositions plus précises pour la tenue du prochain Congrès Mondial, en ce qui concerne la date, les mandats, l'ordre du jour, les textes.

Nous reviendrons au cours des prochains mois sur ce Congrès. Nous insisterons sur sa signification. Dans la période de tensions internationales et d'intense préparation à une guerre mondiale qui sera en fait la lutte finale pour toute une époque historique entre le capitalisme et les masses aspirant au socialisme, le problème d'une direction ouvrière internationale deviendra le problème le plus brûlant. En dehors de nous, aucun des courants du mouvement ouvrier n'est capable et de donner une unité politique à toutes les luttes des masses et de lutter à cet effet sur tous les continents. La puissance politique de notre mouvement ne réside pas seulement dans les principes sur lesquels il a été fondé, mais aussi dans sa capacité d'élaborer constamment en fonction de ces principes la politique adéquate et les moyens tactiques pour la faire pénétrer dans les mouvements de masses. Le Congrès Mondial est l'expression la plus élevée de l'existence de notre parti mondial déterminant démocratiquement sa politique et son activité.

Le 14^e Plénum a entendu également des rapports sur les voyages effectués récemment par des membres de la direction internationale en Extrême-Orient et en Amérique latine.

EN ITALIE

Les groupes communistes révolutionnaires (section italienne de la IV^e Internationale) viennent de tenir leur conférence nationale. Celle-ci a été un succès. La politique préconisée par la direction internationale et par la direction nationale a été adoptée à une très forte majorité, de même que des résolutions contre l'action scissionniste des canonnistes. Une minorité, bien que politiquement d'accord avec les positions politiques de la majorité du S.W.P., reste disciplinée dans l'Internationale et sa section italienne. Un Comité Central, comportant un camarade de la minorité, a été élu à l'unanimité.

PEROU

Nous avons reçu un exemplaire imprimé du Journal Revolution permanente, organe de la section péruvienne de la IV^e Internationale. Ce journal paraît illégalement à Lima sous la dictature Odría. Nous adressons notre salut chaleureux à nos camarades péruviens.

AUX ETATS-UNIS

La minorité exclue du S.W.P. en raison de son soutien des positions de la IV^e Internationale s'est constituée en « Socialist Union of America ». Elle s'est mise immédiatement au travail. Des réunions ont été tenues à New York et Detroit, la première étant une réunion publique, la seconde étant une réunion destinée à réorganiser

le travail dans toute la région industrielle environnante.

En outre, les camarades de la « Socialist Union » viennent de faire paraître le premier numéro de leur revue « The Ameri-

can Socialist », au sommaire duquel se trouvent des articles sur les perspectives du mouvement ouvrier aux Etats-Unis, le danger mac carthyste, la situation en U.R.S.S., etc.

La SECTION DE CEYLAN RETABLI LA VÉRITÉ

Aussi bien la fraction des canonnistes du S.W.P. que ses émules internationaux rassemblés dans le « Comité de la IV^e Internationale », plus spécialement le groupe Bleibtreu en France, animateur « idéologique » de la fraction internationale des canonnistes, ont considéré comme une grosse pièce dans leur arsenal d'attaques infâmes et calomnieuses contre l'Internationale, l'affaire cinghalaise.

Se référant à la scission qui a eu récemment lieu dans la section cinghalaise de la IV^e Internationale entre la grande majorité de la section restée fidèle au trotskysme et une minorité d'éléments qui ont subi la pression stalinienne, ils ont à plusieurs reprises écrit que le S.I. a créé ensuite aidé cette minorité, et a empêché la direction de la section de la combattre efficacement.

Voici des extraits de la réponse de la direction de la section cinghalaise

Un article du numéro de *La Vérité* du 20 novembre au 3 décembre 1953, intitulé : « A Ceylan, scission dans le Parti trotskyste », contient certaines déclarations sur le rôle joué par le Secrétariat International dans la crise intérieure de notre Parti qui s'est terminée par la scission récente de William Silva et quelques autres. En particulier : « L'Internationale a guidé les premiers pas de William Silva dans la lutte contre la majorité » et : « La direction du Parti cinghalais fut freinée, paralysée par le Secrétariat International. » (1).

Loïn d'être ainsi, le rôle joué par le S.I. fut exactement le contraire, comme on peut en juger par les faits suivants que nous considérons de notre devoir, dans les circonstances actuelles, de porter à la connaissance de toute l'Internationale.

La première manifestation ouverte

ABOLIR la politique atlantique

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

— qui domine le monde capitaliste sans rencontrer de rival tant soit peu appréciable — ne peut accepter une « coexistence pacifique » avec une Union soviétique industriellement beaucoup plus développée et avec la perspective d'une Chine s'industrialisant non par ses propres moyens seulement mais avec une certaine aide de l'Union soviétique. La marche normale du régime capitaliste aujourd'hui, avec un intense programme d'armements, comporte la menace d'une « récession ». Sans armement et sans guerre, le capitalisme américain connaîtrait des millions de chômeurs et une crise sociale sans précédent. La guerre est une nécessité pour lui. Toute politique cherchant à l'empêcher par une pression des masses travailleuses sur la bourgeoisie française pour que celle-ci, à son tour, fasse pression sur Washington est illusoire, vaine ; elle désorientera les travailleurs et, prolongera l'agonie du capitalisme, accumulera les souffrances des masses au moment même où dans le monde entier leur lutte révolutionnaire s'élève et s'étend sans cesse.

Seule une politique de front unique, une politique cherchant à unir l'action du P.C.F. et du P.S. pour la défense des intérêts des masses laborieuses permettra de changer effectivement la politique de la France en changeant le régime, d'abolir la politique atlantique et de promouvoir une politique internationale de coordination des mouvements des peuples contre l'impérialisme et le capitalisme, seul moyen de conduire le monde à une paix réelle.

d'une tendance pro-stalinienne dans le Parti eut lieu après le recul subi par lui aux élections générales de mai 1952. Elle s'exprima dans une résolution minoritaire soumise à une conférence extraordinaire qui eut lieu en octobre 1952. Cette résolution soutenait que le but du Parti dans les élections n'aurait pas dû être la constitution d'un « gouvernement Samasamaja » mais un « gouvernement démocratique » et qu'un accord politique étroit et souple devait être recherché avec le P.C. de Ceylan.

Dans une lettre du 5 septembre 1952, le Secrétariat du S.I. prit clairement position contre cette ligne. Il critiquait fortement le mot d'ordre de « gouvernement démocratique », déclarant que par la lutte pour un gouvernement « ouvrier et paysan » notre parti acquerrait sa propre physionomie révolutionnaire différente aussi bien des stalinistes que de tout autre parti démocratique « progressif ». Il ajoutait qu'une politique offensive de front unique vis-à-vis du Parti communiste à chaque occasion, mais sur un programme d'action concrète... facilitera la dénonciation des buts de la politique présente de la direction stalinienne à Ceylan qui n'est pas orientée vers la lutte pour le pouvoir des travailleurs... mais se limite à une tentative utopique de « neutralisation » de la bourgeoisie indigène dans le conflit entre l'impérialisme d'une part, l'U.R.S.S. et la Chine d'autre part.

La minorité du C.C. répondit à cette lettre en octobre 1952. Le S.I. écrivit à nouveau en janvier 1953, déclarant que cette réponse « nous inquiète beaucoup en ce qui concerne votre orientation politique future ». Il soulignait à nouveau que nous ne recherchons pas avec les stalinistes un front unique permanent mais temporaire, limité à des buts précis. Il déclarait en particulier : « Vous devez comprendre que les stalinistes à Ceylan n'ont avant toute chose d'autre but que notre destruction. L'intérêt des masses, etc., sont pour eux secondaires, et la pression du stalinisme — qui n'a pas une importante base de masse dans votre pays mais qui est encouragé par les victoires remportées en Asie, particulièrement en Chine, et, très particulièrement aussi maintenant par nos propres faiblesses qu'il voit — est pour nous, pour notre Parti cinghalais la plus dangereuse ». « Les travailleurs et éléments qui suivent les stalinistes nous intéressent évidemment beaucoup mais la meilleure façon de les influencer est de les attirer derrière notre Parti, par son dynamisme, sa position offensive à l'égard de sa direction, le souffle et l'efficacité de son action journalière. »

Enfin une lettre du C.E.I. aux membres du L.S.S.P., du 15 mai 1953, déclarait que « sous la pression exercée par la Chine de Mao Tsé Tung ainsi que la stagnation relative des luttes ouvrières à Ceylan, des tendances liquidationnistes et ouvertement capitalistes se sont manifestées dans le Parti... devenant consciemment ou non les instruments des stalinistes cinghalais. »

La lettre constituait une violente dénonciation de la minorité et appelait le Parti à se « défendre contre les défaitistes et capitulaires » et à les isoler.

Nous pensons que ce qui précède convaincra toutes les sections de la IV^e Internationale que la ligne politique suivie par les scissionnistes de W. Silva n'était à coup sûr pas celle du Secrétariat International comme le prétend mensongèrement *La Vérité*.

(1) Parlant de cette scission dans leur numéro du 4 au 31 décembre, les colonnistes à la Bleibtreu ajoutent : « ... les scissionnistes de Ceylan sont entrés dans le giron du parti stalinien en proclamant leur obéissance au Kremlin. Sur cette trahison Pablo n'a rien à dire car, s'il disait un mot ce serait : bravo ». (Note du traducteur.)

« MA VIE »
de TROTSKY
vient d'être réédité
au prix de 1.150 fr.
Nous vous rappelons, du même auteur :
« Staline » 750 fr.
« Histoire de la Révolution Russe » (2 tomes) 1.800 fr.
« La Révolution trahie » 390 fr.
Envoyez-nous vos commandes au S.E.L. « Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu, Paris. — C.C.P. Paris 6965-68

Vers un choc de classe en Grande-Bretagne

Toute une série de mouvements et de décisions des syndicats ouvriers britanniques est le signe avant-coureur d'une grande poussée des travailleurs dans des délais courts : grève démonstrative des métallos, grève des cheminots évitée de justesse, grève tournante des électriciens, arrêt des heures supplémentaires dans la construction navale et la métallurgie, revendications déposées par des millions de travailleurs. Il y a plus de 25 ans que la Grande-Bretagne n'a pas connu de très grandes luttes ouvrières. Au lendemain de la guerre, les travailleurs de ce pays acceptèrent de subir un régime d'austérité pour assurer la réussite du gouvernement travailliste qu'ils considéraient comme leur gouvernement. Dès leur retour au pouvoir, les conservateurs eurent une politique qui faisait retomber de plus en plus sur les masses les difficultés du capitalisme anglais pour conserver ses positions dans le monde. Le coût de la vie n'a cessé de monter. Toutefois, divers éléments ont retardé le conflit. Les conservateurs ont été assez prudents, évitant autant que possible une attaque frontale. Les syndicats sont dirigés par des réformistes de la pire espèce, désireux de s'entendre avec les Tories. Mais rien n'y fait. Les travailleurs en ont assez. « La seule chose qui soit certaine, c'est que le choc ne peut être différé bien longtemps. » (*The Economist*, 9 janvier 54).

Les travailleurs britanniques ont de grandes traditions de lutte. On peut être sûr qu'elles revivront avec éclat. Mais les luttes qui s'annoncent auront d'autant plus d'importance qu'elles prendront inévitablement un caractère politique et mettront en cause le maintien des Tories au pouvoir. Les conséquences peuvent en être considérables tant sur le plan national qu'international.

On a observé que dans les deux dernières années, les dirigeants syndicaux se situaient à droite tandis que le Labour Party évoluait vers la gauche. La chose s'expliquait ainsi : les militants politisés du L.P., sur la base de l'expérience des gouvernements travaillistes de 1945 à 1951, s'orientaient vers des solutions plus radicales ; la grande masse des travailleurs, tout en étant sympathique à cette tendance, n'avaient pas dans leurs syndicats fait l'expérience des dirigeants dans de grandes luttes. Il n'y a pas de doute que, dans les luttes qui viennent, les travailleurs anglais, avec l'aide des militants de gauche dans le L.P. auront à bousculer des chefs timorés ou traîtres et à se constituer des cadres combattifs et résolus.

Permanence de
LA VERITE DES TRAVAILLEURS
64, rue de Richelieu — Paris-2^e
(Bureau 14)
(Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse

Permanence : Semaine, de 17 à 19 h.
le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.
C.C.P. 6965-68 Paris

Front unique à tous les échelons

« En France, les grandes grèves du mois d'août ne sont pas si lointaines et déjà, tandis que dans des centaines d'entreprises l'action unitaire des travailleurs impose des augmentations de salaires, des millions de prolétaires soufflent la forge où se chauffent des mouvements dont ceux du mois d'août ne furent qu'un simple prélude. »

Cette constatation du secrétaire général de la C.G.T. dans un article publié par l'Humanité du 17 décembre 1953, ne fait que refléter l'opinion que des millions de travailleurs ont acquise au travers des grèves d'août et que les mouvements des mois de novembre et de décembre sont venus confirmer : la grève Kuhlmann, la grève des enseignants, la grève de la sécurité aérienne, la grève des P.T.T., la grève des boulangers, les manifestations étudiantes (pour ne parler que des plus marquants), autant de faits qui prouvent la volonté de lutte des travailleurs et leur grande combativité.

Venant après les innombrables discussions menées par les travailleurs sur leur salaire vital, et dont nous nous sommes fait l'écho dans ces colonnes, la décision unanime prise à la Commission supérieure des Conventions Collectives, de porter à 145 francs de l'heure net le salaire garanti, soit 25.166 francs pour 173 heures, sans abattement de zone (alors qu'il y a à peine un mois les chiffres étaient de 133 francs et 23.000 par mois) marque la pression que cette volonté de lutte a exercée sur les directions syndicales.

Constater ces faits est bien ; prévoir, comme le fait Frachon dans ses articles, l'explosion qui se prépare et montrer qu'elle est nécessaire est mieux, mais cela ne suffit pas encore quand on est le dirigeant de millions de prolétaires. Frachon doit maintenant dire clairement par quels moyens, sur quelle ligne la C.G.T. va lutter, comment elle va mener campagne pour décupler le souffle des travailleurs et amplifier au maximum leur ardeur combattive et l'efficacité de leur action.

Ces moyens, Frachon les connaît. Il a été celui qui en 1951-1952 a mené campagne pour le FRONT UNIQUE DE LA BASE AU SOMMET entre toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière.

La justesse de cette ligne a été démontrée par l'augmentation de l'influence de la C.G.T. dans cette période où les mouvements étaient loin d'avoir l'ampleur et la fréquence qu'ils ont aujourd'hui. Elle a été démontrée lorsqu'après le tournant sectaire effectué à la suite du discours de Lecœur, chaque mouvement important de la classe ouvrière a été obligé, là où il avait lieu, les dirigeants de la C.G.T. à reprendre une ligne unitaire, en dépit de la ligne sectaire imposée par la direction du P.C.F. Ce fut le cas en mai chez Renault, en août chez les cheminots et les P.T.T. : partout où la classe ouvrière veut se battre, elle pousse au front unique à tous les échelons entre ses organisations et l'impose, CAR ELLE SAIT QUE, DANS L'ÉTAT ACTUEL DU MOUVEMENT OUVRIER, CE FRONT UNIQUE A TOUTES LES ÉCHELONS EST NECESSAIRE.

Assez de l'opposition entre unité à la base et unité au sommet, et plus encore entre comités d'unité d'action et cartels syndicaux. Si l'unité à la base consolide et impose l'unité au sommet, l'unité au sommet facilite et renforce l'unité à la base.

L'exemple de l'unité entre les centrales syndicales italiennes vient encore renforcer cette évidence. Non seulement cette unité vient de permettre en Italie de plus puissants mouvements de la classe ouvrière européenne, mais encore le climat qu'elle crée dans le pays aide les travailleurs à remporter des succès y compris sur le plan d'entreprises isolées.

Les articles publiés par Frachon dans l'Humanité, la récente décision du Bureau Confédéral de s'adresser aux directions des autres organisations syndicales pour organiser en commun une délégation au gouvernement ; le commentaire qu'en fait Frachon dans l'Humanité du 11 janvier 1954 en montrant qu'il faut réaliser cette délégation avec l'appui de l'ensemble des travailleurs ; la proposition qu'il fait d'organiser en commun avec les autres organisations ces mouvements des travailleurs, tout cela marque un pas progressif par rapport au sectarisme qui a marqué la politique de la C.G.T. depuis le discours Lecœur.

Mais il faut systématiser cette position. Il faut reprendre la campagne de 1951-52, avec l'avantage que, cette fois, et depuis le printemps dernier, LE VENT DE 1936 souffle.

LE BUREAU CONFÉDÉRAL DOIT PROPOSER AUX AUTRES DIRECTIONS SYNDICALES UNE RÉUNION INTERCONFÉDÉRALE POUR ORGANISER ET COORDONNER LES MOUVEMENTS QUI SEULS FERONT CEDER LE GOUVERNEMENT DES PATRONS ET IMPOSERONT, AVEC L'AUGMENTATION GÉNÉRALE DES SALAIRES, LE CHANGEMENT TOTAL DE POLITIQUE QU'ELLE IMPLIQUE.

Mais pour qu'un tel changement ait lieu, les militants révolutionnaires qui désirent mener leur classe à une victoire sur le régime qui les exploite doivent dire à leur direction politique, à la direction du P.C.F. : prenez vos responsabilités dans la bataille qui se prépare. Ne recommencez pas votre démission politique d'août 53 quand, lorsque des millions de travailleurs posaient le problème du renversement du gouvernement bourgeois, vous avez refusé de donner une perspective politique à leur lutte ; la perspective d'un gouvernement de front unique des partis de la classe ouvrière.

Avant toute chose, posez clairement cette perspective qu'ouvre tout mouvement revendicatif puissant de la classe ouvrière et sans la réalisation de laquelle ce mouvement n'atteindra pas son but

L. PERIER.

LES ÉTUDIANTS DANS LA LUTTE

La presse s'est beaucoup étendue sur la manifestation étudiante du 15 décembre dernier, en insistant sur les brutalités policières qui l'ont marquée. La violence même des bagarres qui se sont déroulées ce jour-là est une preuve de l'ampleur du mouvement de lutte des étudiants.

Que veulent les étudiants ? Pouvoir mener une vie décente, afin de poursuivre convenablement leurs études. A l'heure actuelle, pareille chose est impossible : beaucoup d'étudiants sont obligés de travailler, faute de bourses d'études suffisantes ; l'absence de logements oblige la plupart à payer un prix exorbitant des logements insalubres ; ils ne trouvent dans les restaurants qu'une nourriture insuffisante, après des attentes interminables. Mal nourris, mal logés, ils voient de plus les sacs et les écoles surchargées à un tel point que des cours sont supprimés faute de place. A l'étape actuelle, leurs revendications se bornent à l'exigence d'un budget d'éducation nationale qui permette d'améliorer toutes ces conditions. Les étudiants ont le droit de vivre. Non content de refuser le pré-salaire, le gouvernement bloque tous les crédits d'éducation, alors qu'il augmente sans cesse les crédits militaires.

Dès la rentrée, il était clair pour tous qu'il fallait se préparer à la bataille pour obliger les députés à refuser la caricature de budget du gouvernement. La volonté de lutte était telle que l'Union Nationale des Étudiants de France, toujours hésitante pourtant, dut convoquer une manifestation pour le 15 décembre. Fait important, les syndicats d'enseignants soutenaient activement le mouvement, renforçant par là son ampleur et sa portée. On connaît le déroulement de la manifestation : 4.000 participants se battant avec les flics pendant plus de 6 heures, aux

cris de : « Des écoles, pas de matraques », « Marie, démission ! » etc. Il faut noter l'extrême combativité et la grande initiative des étudiants, qui forgèrent spontanément leurs mots d'ordre et débordèrent la direction de l'U.N.E.F. Par sa couardise, cette dernière avait empêché que les barrages policiers ne soient forcés dès le début. Elle dut par la suite se plier à la volonté des masses et organiser l'envoi de délégations à l'Assemblée.

Les jours suivants, le mouvement s'est poursuivi : tous les étudiants ont, sans exception, participé sous des formes diverses à la protestation contre les brutalités policières. Le 16 décembre au soir, 3.000 personnes, rassemblées en 2 heures, occupaient la cour de la Sorbonne, où le ministre Marie était annoncé, et, après avoir expulsé les flics en civil, se prononcèrent pour la grève. Tous voulaient la grève. La direction de l'U.N.E.F. a refusé d'organiser les débrayages et le mouvement est retombé.

Que dire de ce mouvement ? Tout d'abord qu'il a atteint une rare ampleur qui a mis en lumière l'absence de direction. Personne n'avait vraiment confiance dans les bureaucraties de l'U.N.E.F. Lorsque leur incapacité devint évidente pour tous, les étudiants se retournèrent vers le P.C.F., attendant de lui qu'il ouvre des perspectives plus larges, qu'il lance des mots d'ordre mobilisateurs. Cette attente a été déçue. Il faut le dire nettement : le mouvement, qui doit reprendre en janvier, exige des militants communistes un effort considérable. A la base et au sommet, ils doivent être non seulement les meilleurs artisans de l'unité, mais encore ceux qui donnent les explications et les perspectives politiques les plus complètes, les dirigeants effectifs.

P.T.T.

LE MOUVEMENT DE GREVE de Décembre-Janvier

Comme nous l'avions laissé entendre dans un précédent article, les postiers des bureaux-gares ont déclenché avant Noël une grève pour leurs revendications :

- Prime uniforme de 20.000 fr. ;
- Augmentation générale des salaires ;
- Paiement des jours de grève.

Cette action a été déclenchée à cette période car celle-ci constitue pour les postiers, et ils le sentent tous, le moment où ils peuvent le plus gêner l'administration des P.T.T., car c'est celui où elle fait les plus grosses recettes.

Cette grève commencée dans les bureaux-gares seulement (ceux-ci constituant la plaque tournante et les points stratégiques du trafic postier) porte un préjudice considérable à l'Etat bourgeois et à son commerce.

Elle s'est étendue aux centraux d'arrondissement de Paris et a été suivie dans un certain nombre de bureaux-gares et bureaux mixtes de province.

Elle était soutenue par deux fédérations sur quatre, la Fédération Postale et la Fédération Autonome. Mais elle a été animée par l'ensemble des postiers de quelque tendance qu'ils soient.

De plus, les deux autres fédérations ne se sont pas prononcées contre la grève, leur influence étant beaucoup moindre depuis la magnifique grève d'août.

C'est très confiants que les postiers ont repris la lutte malgré le poids des retenues des jours de grève du mois d'août.

Les postiers en ce moment s'acheminent vers une nouvelle radicalisation de leur compréhension politique.

L'initiative de l'U.D. des Syndicats C.G.T. de la Seine préconisant la solidarité aux postiers était juste mais une proposition de front unique aux autres organisations syndicales pour organiser un mouvement de grève de l'ensemble des postiers et des autres corporations de fonctionnaires aurait été beaucoup plus efficace pour soutenir les grévistes.

La corporation enseignante prépare des mouvements. Un renouveau des grandes luttes ouvrières est en marche : il a pour dénominateur commun une revalorisation générale des salaires, ceci réclamé par l'ensemble des salariés publics ou privés. C'est le signe avant-coureur d'une plus grande bataille s'inscrivant dans la lutte de la classe pour son émancipation.

Dans cette bataille les postiers apporteront, avec leur combativité accrue encore en décembre-janvier, l'expérience de leur magnifique combat d'août : luttant pour la réalisation du front unique de la base au sommet au travers des Comités d'unité d'action et de grève et de l'accord des organisations syndicales sur les objectifs de tous les salariés, ils reprendront le combat à un niveau plus élevé avec l'ensemble des autres corporations.

(Correspondant.)

SOUSCRIVEZ

à la
« Vérité des Travailleurs »
C. C. P. 6965-68 Paris

RENAULT - Billancourt

Comme chaque année à l'usine, la reprise des cartes C.G.T. donne lieu à un vin d'honneur et, cette fois encore, B. Frachon est venu présider cette assemblée de syndiqués.

150 à 200 ouvriers, militants pour la plupart, étaient présents, car, bien sûr, l'autorité de B. Frachon est grande.

Lacaze, secrétaire du Syndicat fit son petit laïus de spécialiste de « l'organisation » (ce sont ses fonctions). Avec lui, les problèmes posés par la reprise des cartes, après le coup de chapeau aux grèves d'août, sont résolus par une intensification des contacts entre C.G.Tistes et inorganisés, par la distribution de la brochure « Droits des Syndiqués », énumérant les avantages de la maison de repos, du parc de Baillet, etc.... par la publication de journaux de sections syndicales décentralisées en plus grande quantité, etc.... Toutes choses importantes, bien sûr, mais qui ne répondent pas aux questions posées par les travailleurs quand on leur propose la carte : comment obtenir nos salaires minima garantis ? L'unité syndicale de la base au sommet et du sommet à la base ? Quelles sont nos perspectives ? Quelles luttes préparons-nous ? Comment constituer nos comités d'unité d'action ?

Comme toujours quand un bureau présente le bilan d'un syndicat devant un secrétaire confédéral tel B. Frachon, le bilan devient très rose et les cartes 1954 donnent l'impression de se placer comme des petits pains. Dans la discussion qui suivit, 4 ou 5 ouvriers seulement vinrent pour parler de leurs efforts de recrutement.

Mais à l'échelle d'une usine de près de 40.000 ouvriers, les résultats restent maigres, 5.000 à 6.000 ouvriers syndiqués C.G.T. mesurent la tâche à accomplir.

Tous les ouvriers présents, confusément, espéraient que B. Frachon allait leur donner la « lumière ». Très prudemment, gentiment même, celui-ci se contenta d'un rôle agitatif : les grèves d'août, rappel de 1936 où l'on vit certains salaires multipliés par 3 ou 4, les salaires minima garantis aujourd'hui, la constatation que la

lutte seule a permis les augmentations de salaires en 1950, 1951, etc... Sa prise de parole se termina par un message de confiance dans la classe ouvrière, dans le recrutement qui, aussi faible soit-il, constitue un progrès sur les années précédentes : Toutes choses d'ailleurs fort justes.

MAIS IL FAUT PLUS :

Les ouvriers de chez Renault ont déjà une fois montré leur combativité. En 1953, les luttes d'avril, les grèves d'août, les multiples grèves partielles contre les cadences, la grève des chauffeurs contre le régime policier dans l'entreprise ont permis le relèvement de 8 % des salaires, l'indemnisation de 1.000 francs des jours de fête, etc...

Les luttes préparent d'autres luttes plus amples ; les ouvriers les veulent, les attendent de plus en plus impatientement.

1954 doit approfondir 1953.

Le réveil de la classe ouvrière, marqué par Renault en avril, doit imposer :

- la campagne du front unique des organisations syndicales ;
- la formation des comités d'unité d'action.

C'est la tâche des militants de la C.G.T. Le sort des revendications en dépend.

RENAULT - Clichy

La période de froid a fait apparaître combien la direction se préoccupe peu des conditions de travail des ouvriers.

LUNDI 4, tout le monde gelait à Clichy. Comme toujours en pareil cas, la direction lève les bras au ciel et l'agent de sécurité, en serviteur zélé, se garde bien d'intervenir.

En colère, les ouvriers débrayeront dans la matinée à la quasi unanimité. Des délégations imposantes se présentèrent à la maîtrise.

Affolée, celle-ci découvrit que l'on pourrait quand même accélérer la livraison des braseres. En camion, ceux-ci arrivèrent dans l'après-midi même.

CHAUSSON - Asnières

Les ouvriers de chez Chausson ont fait savoir à leur direction qu'il leur fallait au moins 183 fr. (pour le manoeuvre) pour continuer à travailler. Les ouvriers de l'outilage à Asnières ont souligné leurs revendications par de nombreux débrayages et délégations.

La direction en a pris note... Puis elle leur a fait un cadeau. Elle leur a envoyé un petit bonhomme.

Un petit bonhomme qui traîne partout dans l'atelier, qui tourne autour des machines, regarde les autres travailler et prend des notes sur un grand calepin comme un reporter.

Il pose des questions aux ouvriers. Il leur demande quelle matière ils travaillent, de quels outils ils se servent, etc., etc.

Les ouvriers, d'abord, ça ne leur a pas plu, et puis ils ont trouvé ça louche, et ils ont mis le gars à la porte.

Puis ils sont allés voir leur maîtrise et ils ont demandé de quoi il en retournait.

Alors on a expliqué, d'un air gêné, que c'était pour faire un « reclassement des catégories professionnelles »... que tous ne faisaient pas le même travail... « Que cela nécessitait une enquête », etc.

— Tiens, tiens ! mais les chefs d'équipe ne sont pas capables de donner les renseignements ?

— Oui, mais... c'est la direction... c'est les nouvelles méthodes américaines...

Le lendemain, les gars guettent le couloir d'entrée.

Le type s'amène... et les machines s'arrêtent. Les gars se croisent les bras puis ils lui expliquent qu'ils ne veulent pas le voir ici.

Celui-ci argue que si c'est sa tête qui ne leur revient pas, on peut en envoyer un autre (authentique).

On le prend délicatement par les épaules, et on le jette dehors. Buté, il revient. On recommence. Une grève saccadée (c'est une nouvelle tactique) s'installe, et la maîtrise commence à s'inquiéter. Finalement elle se solidarise des ouvriers.

— Réunion des délégués avec le patron.

— Les ouvriers protestent contre les mesures destinées à les déclasser et à dévaluer leurs salaires et signalent que les chefs d'équipe et d'atelier sont seuls capables techniquement de juger le travail d'un ouvrier.

— La direction prend note... « avec satisfaction » (sic) de la confiance que les ouvriers accordent à leur maîtrise et... supprime enquête et enquêteur.

— Les ouvriers de chez Chausson exigent toujours 183 fr. mini pour les manoeuvres.

J. D.

S.K.F. - Gennevilliers

A la S.K.F. les bénéfices de l'année 1952 ont triplé par rapport à 1947 et atteignent 673 millions.

Le manoeuvre y gagne 106 fr. 50. La S.K.F. a un système de classification maison : P1 S.K.F., P2 S.K.F., P3 S.K.F... avec des salaires également maison.

Parce que chez S.K.F. on fait des roulements à billes,

Et que ça n'a aucun rapport avec ce qu'on fait ailleurs,

Et que ça demande moins de qualification professionnelle,

Et qu'on emploie surtout des femmes...

Mais il ne faut pas demander d'augmentation :

On ne travaille pas assez vite,

On est « déficient » et on doit retourner à l'école « S.K.F. ».

Pour le travail on est un P1 comme tous les P1. Pour le salaire on est un « P1 S.K.F. ».

Ça ne peut plus durer.

Les ouvriers et ouvrières se sont réunis et ont élaboré le projet de convention pour les salaires mini garantis qui suit :

Manoeuvre ordinaire : 146,50 ; manoeuvre de force : 153 ; OS1 : 161 ; OS2 : 167 ; P1 : 186,70 ; P2 : 206,50 ; P3 : 226,50.

Ceci, avec l'unité qu'elle ne manquera pas de susciter et le combat de toutes les autres entreprises, nous saurons bien l'arracher.

(Correspondant.)